

**Roman Krakovsky**, *Le populisme en Europe centrale et orientale. Un avertissement pour le monde ?*, Paris, Fayard, 2019, 350 p. – ISBN 978-2-213-70596-5.

L'ouvrage de l'historien Roman Krakovsky part d'un paradoxe : l'Europe centrale et orientale, perçue comme un des foyers de la « troisième vague de démocratisation<sup>1</sup> » en 1989, devient, vingt à trente ans plus tard, un terrain propice à la montée des populismes qui « s'en prennent aux valeurs démocratiques et libérales sur lesquelles reposent nos sociétés depuis les Lumières » (p. 15). Pour expliquer cette dérive, l'A. propose de relever un double défi : identifier les expressions majeures du populisme dans cette région culturellement hétérogène, tout en les replaçant dans une perspective de longue durée. Conformément à l'approche théorisée par le politologue Ernesto Laclau, le populisme est ici considéré comme une stratégie permettant de constituer le « peuple », de « créer du lien social et de construire les communautés politiques » à partir des groupes marginalisés (p. 16). Cette stratégie, supposant « une équivalence entre les “opprimés” et la communauté comme un “tout” » (p. 44), résulterait dans tous les cas d'une certaine demande sociale, que des intellectuels et des militants politiques prennent en charge.

Pour pouvoir procéder à son enquête qui se veut comparative et transnationale, l'A. cherche à discerner les caractéristiques communes de cet espace géohistorique qui auraient contribué à la production de logiques populistes protéiformes : depuis le XIX<sup>e</sup> siècle au moins, l'Europe centrale et orientale vit une « crise de modernisation » qui s'inscrit dans un « long processus de décrochage par rapport à l'ouest du continent » (p. 20). Ce décrochage tient non

---

1. Samuel P. Huntington, *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991.

seulement à la position périphérique de la région et à son faible niveau d'industrialisation (à l'exception notable de la Bohême et de l'Autriche), mais également à l'absence de classes moyennes fortes, leur ascension sociale étant ralentie par le maintien au pouvoir des élites nobiliaires jusqu'au début du <sup>XX</sup><sup>e</sup> siècle. De même, une grande majorité des nations actuelles de la région n'accèdent pas à l'indépendance avant 1918. Après la période mouvementée de l'entre-deux-guerre et les dévastations causées par la Seconde Guerre mondiale, elles feront leur entrée, *volens nolens*, dans le « camp socialiste » dirigé par Moscou. Enfin, la chute du mur de Berlin sonne l'heure de la démocratisation accélérée. Tous ces grands tournants de l'histoire, montre l'A., ont alimenté différentes vagues populistes.

L'ouvrage comprend six chapitres présentés dans l'ordre chronologique, ce qui rend la démonstration plus efficace. Dans le premier chapitre, l'A. revient sur les origines et les principes idéologiques du *narodničestvo* russe, qui se constitue en mouvement contestataire au lendemain de l'abolition du servage en 1861. Ce courant de l'intelligentsia, à forte dominante socialiste, s'efforce de définir « l'identité propre » du « peuple » en opposant les masses paysannes – ces « exclus du système » – à l'ordre social et politique dominant, incarné par le régime autocratique, l'orthodoxie conservatrice et la société d'ordres. Malgré leur échec à « éclairer le peuple » et à faire émerger un mouvement de masse dans une Russie impériale, les *narodniki* font ainsi figures de précurseurs et connaîtront une « longue postérité en Europe centrale et orientale » (p. 48).

Le deuxième chapitre démontre, de façon originale, qu'en sus de la doctrine marxiste attribuant au prolétariat une mission historique salvatrice, c'est l'échec des *narodniki* qui anime la pensée et l'action des bolcheviks en Russie : ceux-ci aspirent à construire un « peuple ouvrier », et non paysan. L'A. revient sur les choix stratégiques du régime soviétique qui, après la trêve des années de la NEP (1921-1927), tourne le dos au monde rural en lançant une campagne d'industrialisation accélérée. En parallèle, l'État-parti met en place un culte de l'ouvrier héroïque qui s'incarne dans la figure du « stakhanoviste ». La démonstration s'arrêtant à la veille de la Seconde Guerre mondiale, une question demeure toutefois : comment expliquer le passage de la figure du « peuple ouvrier », mise en avant par les bolcheviks après 1917, à celle du « peuple soviétique », évoquée déjà par Staline mais principalement relayée à par-

tir des années 1960 et inscrite dans la Constitution soviétique de 1977 pour consacrer le dépassement des clivages de classe ?

Le troisième chapitre fait un tour d'horizon des mouvements agraires dans différents pays centre- et est-européens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1940. À travers la Roumanie et la Bulgarie, les Balkans et la Pologne, l'A. retrace les tentatives des penseurs et militants consistant à définir la communauté nationale par les « vertus paysannes », jugées supérieures à celles des bourgeois et de la ville. Malgré une partielle réussite de la réforme agraire (transfert des terres aux petits propriétaires) et l'introduction du suffrage universel, les populismes agraires dans cette région échouent à mettre en place un modèle de développement alternatif au capitalisme industriel « à l'occidentale » : la « décision de faire de la paysannerie le principal vecteur de la modernisation s'avère mauvaise » (p. 135).

Le chapitre suivant, intitulé « Les angoisses identitaires », se penche sur un problème systémique de tous les États de la région, souvent nouvellement constitués, et qui apparaît dans l'entre-deux-guerres, à savoir la très difficile construction de communautés politiques égalitaires qui seraient capables de transcender les appartenances particulières. La non-coïncidence des frontières ethniques et politiques engendre un nationalisme exclusif et de la xénophobie envers les minorités, notamment les populations juives, traitées comme des « étrangers à la nation ». Cette « question des minorités » pousse les dirigeants à l'adoption de politiques discriminatoires et contribue à l'émergence, un peu partout sauf en Tchécoslovaquie, de régimes autoritaires de toutes sortes, de la dictature royale à la dictature militaire de type fasciste. Roman Krakovsky voit dans ces pulsions nationalistes une expression des « anti-Lumières », notion qu'il emprunte à Isaiah Berlin. En même temps, elles sont, paradoxalement, une conséquence de la tentative d'appliquer l'idéal occidental de la nation démocratique aux conditions locales (p. 187).

Le cinquième chapitre traite des « appels au populisme » émis par différents régimes communistes de la région après 1945. Dans cette région ravagée par la guerre, l'enjeu central est la reconstruction nationale. C'est alors que les nouvelles « démocraties populaires » imposent, de façon plus ou moins similaire, un discours d'égalité et de justice sociale, qui oppose le « peuple travailleur » à l'ordre capitaliste bourgeois. Le « peuple travailleur » est alors imaginé comme « le représentant exclusif de la communauté [nationale] dans son ensemble » et incarne la qualité même du *demos*

(p. 199). Ceci n'empêche pas le recours au critère ethnique : ainsi, les populations allemandes, parmi d'autres, se font exclure des nations réaffirmées, ce qui contribue largement à leur homogénéisation (p. 204). Comme l'A. le montre à partir de l'exemple de la Tchécoslovaquie, la logique populiste se double d'un clivage nouveau, celui qui oppose le « camp de la paix », regroupant les États et les mouvements communistes, au « camp de la guerre » synonyme de l'Occident.

Bien que la sortie du communisme soit communément vécue, en Europe centrale et orientale, comme le retour à la « normalité » parmi les peuples de la civilisation européenne et, à ce titre, suscite de grandes aspirations, vient ensuite le temps du désenchantement. Dans le dernier chapitre, l'A. s'interroge sur les causes structurelles d'une dernière montée des mouvements populistes qui seraient parvenus à jeter les bases d'un nouveau type de régime : la « démocratie illibérale ». Parmi ces causes figurent les peurs pour l'existence des nations amplifiées par le déclin démographique et la récente « crise des réfugiés », la globalisation et la persistance des inégalités Est-Ouest, ou encore l'insécurité géopolitique de la région vis-à-vis du voisin russe et de la Chine. En se focalisant sur les exemples hongrois et polonais, l'A. pointe du doigt la dérive autoritaire des régimes populistes qui non seulement instrumentalisent une image des « petites gens » opposée à celle de l'élite cosmopolite, mais introduisent aussi la « préférence nationale » et exploitent l'opposition superficielle entre le « global » dénigré et le « local » vertueux. Dans l'épilogue, enfin, l'A. évoque quelques mesures censées contrer la poussée de ces néo-populismes dès lors qu'il place ses espoirs dans la force de la société civile et l'approfondissement des démocraties européennes.

L'ouvrage recensé a le mérite d'inscrire, grâce à la théorie de Laclau, le phénomène populiste dans une perspective historique, afin d'en démontrer la nette ambivalence à travers ses multiples expressions dans l'Est de l'Europe. Mais il hérite aussi des faiblesses de l'approche du politologue argentin, notamment en ce qu'elle tend à chercher une part du « populisme » dans toute action politique de l'âge démocratique<sup>2</sup>, en mettant sur un pied d'égalité des contenus idéologiques très variés. Ainsi, l'idéologie communiste, y compris dans sa version soviétique, serait non moins « po-

---

2. Voir Benjamin Ardit, « Populism is Hegemony is Politics? On Ernesto Laclau's *On Populist Reason* », *Constellations*, vol. 17, n° 3, 2010, p. 488-497.

puliste » que le national-conservatisme tel qu'incarné aujourd'hui par les gouvernements hongrois et polonais. Bien que l'A. évoque, à juste titre, la composante « identitaire » du populisme de ces derniers, on regrette que le terme ne soit pas davantage théorisé<sup>3</sup>. Comment expliquer par ailleurs la prolifération dans cette région des populismes « de droite », portant l'idéal d'une nation politiquement plus souveraine et culturellement moins multiculturaliste, alors que les populismes « de gauche » y sont aujourd'hui quasi inexistants (peut-être à l'exception du régime d'Alexandre Loukachenko en Biélorussie) ? En outre, l'A. ne s'arrête pas sur la différence entre les mouvements populistes, dont l'importance peut varier considérablement, et les régimes populistes qui exercent le pouvoir et mènent des politiques sociales et économiques. De même, si l'approche choisie par l'A. met l'accent sur le populisme comme une stratégie de mobilisation populaire, certains autres de ses éléments, comme la posture anti-élites ou l'orientation plébiscitaire, restent quant à eux sous-estimés.

Deuxième point : l'A. ne semble pas toujours s'en tenir au principe de la neutralité axiologique. De fait, il a recours à une vision pathologique du populisme lorsqu'il assimile l'éclosion des « démocraties illibérales » à un « incendie [étant] en train de gagner la maison Europe » tout entière (p. 15), ce qui ferait de la région centre-européenne une sorte de « laboratoire » où « surgissent plus clairement et de manière plus précoce des crises que l'on peut observer également ailleurs » (p. 284). On se demande aussi s'il ne serait pas plus pertinent de concevoir la « démocratie illibérale » comme un projet politique revendiqué, en l'occurrence par le premier ministre hongrois Viktor Orbán, plutôt qu'une catégorie d'analyse forgée autrefois par le politiste Fareed Zakaria. En effet, la dissociation articulée entre la démocratie, réduite au pouvoir de la majorité, et les principes libéraux ne constitue-t-elle pas une stratégie de légitimation des choix politiques et institutionnels d'un gouvernement de plus en plus autoritaire en pratique<sup>4</sup> ?

---

3. Pour une théorisation du concept de populisme identitaire (ou national-populisme), voir Pierre-André Taguieff, *L'Illusion populiste : essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007.

4. Voir Thierry Chopin, « “Démocratie illibérale” ou “autoritarisme majoritaire” ? Contribution à l'analyse des populismes en Europe », *Institut Jacques Delors*, Policy paper 235, février 2019. <https://institutdelors.eu/publications/democratie-illiberale-ou-autoritarisme-majoritaire-contribution-a-lanalyse-des-populismes-en-europe/>.

Enfin, l'ouvrage n'est pas dénué de petites erreurs qui auraient pu être facilement évitées. Par exemple, dans le deuxième chapitre, le Parti bolchévique est désigné comme le PCUS, alors que ce dernier nom ne sera adopté qu'en 1952. Puis, à la page 155, Lemberg et Lwów, qui désignent – en allemand et en polonais – la même ville aujourd'hui ukrainienne, sont citées comme deux localités différentes.

En dépit de ces insuffisances, il s'agit d'une étude informée et pédagogique. Les spécialistes de la région y trouveront une lecture originale des dynamiques politiques transnationales, hier et aujourd'hui. Le grand public bénéficiera sans doute de l'utile synthèse de l'histoire de cette partie de l'Europe, synthèse qui l'aidera à voir plus clair dans les tendances actuelles. En effet, l'ouvrage de Roman Krakovsky vient illustrer une thèse magistrale de Margaret Canovan selon laquelle le populisme suit la démocratie – et, pourrait-on ajouter, la démocratisation – « comme son ombre<sup>5</sup> », en Europe centrale et orientale ou bien ailleurs. Ceci explique les réapparitions de cette forme d'imagination et de pratique politiques.

*Sergei Fediunin*

*Centre de recherches Europes-Eurasie (CREE – INALCO)*

---

5. Margaret Canovan, « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol. 47, n° 1, 1999, p. 2-16.